

gerai cependant le cœur et j'aurai du moins cette satisfaction.

Dans mon humble opinion, cette mesure, dequis son origine, n'a été qu'une bévée. Je doute qu'il se trouve deux ministres de la couronne siégeant ici ce soir, qui sachent réellement ce que signifie la mesure qu'ils demandent au Parlement d'adopter. Je demande à mon honorable ami, que l'on regarde comme l'esprit agissant du Gouvernement, le ministre des Travaux publics (M. Rogers), de vouloir bien nous dire ce que signifie cette proposition. Je lui demande s'il s'agit d'un don, d'un prêt ou d'une contribution à offrir à l'amirauté anglaise; est-ce un prêt relatif, ou le commencement d'un programme naval permanent? Qu'il se lève et me réponde s'il le veut. Non. Il n'y a pas longtemps qu'il fait partie de cette Chambre et il peut prétendre ignorer ce qui se passa en 1909. A côté de lui, je vois mon ami, l'honorable ministre des Douanes (M. Reid) qui a eu une longue expérience dans cette Chambre. Voudrait-il bien nous dire s'il s'agit ici d'un don, d'un prêt, d'une contribution, ou si c'est le commencement d'un programme naval permanent, ou toute autre chose? A ses côtés se trouve un autre représentant du Gouvernement, ministre sans portefeuille, mon honorable ami de Toronto-est (M. Kemp). Voudrait-il bien nous fournir le renseignement que je demande? Les voilà assis là, quatre, cinq, six, et pas un ne peut expliquer rationnellement cette mesure et nous dise ce qu'il pense qu'elle est.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui, après avoir débattu cette proposition en comité des jours et des semaines durant.

La moitié des membres du cabinet ne peuvent nous dire ce que signifie ce bill. C'est une mesure qui, dès le début, a été basée sur de faux renseignements. La première erreur des chefs du Gouvernement fut de croire, l'année dernière, lorsqu'ils étaient à Londres, que d'après ce qu'ils entendirent, les bruits d'une guerre possible avec l'Allemagne étaient réellement fondés. Je crois que le très honorable Winston Churchill se paya leur tête, et il sait que j'ai raison. Nous n'avons rien à en attendre, ils s'attendent à recevoir quelque chose de nous; mais il se peut encore qu'il doive se contenter de l'espérance qu'il en a conçue; il est encore trop tôt pour se prononcer. Si j'en juge par ce qui a transpiré à Londres, l'année dernière, par les faits que nous connaissons aujourd'hui, je crois qu'il est certain que M. Churchill admit le premier ministre et son collègue dans la confiance de ses plans et, de propos délibéré, leur en imposa. Le péril germanique n'existait pas. Il n'y avait aucune raison de craindre une guerre avec l'Allemagne.

Je crois être parfaitement dans le vrai en disant que cette politique a été lancée dans la Chambre avec l'idée que le péril

allemand existait. C'est, dans tous les cas, l'excuse qu'on en a donnée. Nous nous rappelons les premiers jours de ce débat, le discours d'ouverture de mon très honorable ami le premier ministre. Quand il a lu le mémoire de l'amirauté: Bâtiments de guerre allemands, dreadnoughts allemands, torpilleurs allemands d'un côté comparés à ceux de la Grande-Bretagne. Lois navales allemandes et préambules des lois navales allemandes. Suivons les autres discours. Prenez le discours de mon honorable ami le ministre des Affaires navales (M. Hazen): Colonnes sur colonnes consacrées à l'épouvantail allemand et à faire la comparaison de la formidable marine allemande avec celle de la Grande-Bretagne. Prenez le discours de mon honorable ami le maître général des Postes: Il a dit que le théâtre de la guerre serait la mer du Nord. Qui devait nous combattre? A une distance de moins de douze heures par vapeur se trouve l'Allemagne, toujours l'Allemagne. Au cours de ce discours mémorable prononcé le 8 décembre dernier par le ministre du Commerce (M. Foster) avant son départ, il nous a parlé du péril allemand. Il a dit: Où est le danger? Non pas en Asie, non pas dans l'océan Pacifique, mais bien en Europe dans la mer du Nord. Il a dit: Je veux que chaque dollar de l'argent canadien soit dépensé sur le théâtre de ce conflit. Sur quoi s'appuyait la politique du Gouvernement? Quelle raison a-t-on donnée pour la justifier? L'épouvantail d'une guerre allemande qui n'avait aucune fondation en fait, en réalité. Les membres du cabinet et plusieurs députés les uns après les autres ont parlé de l'Allemagne, des armements allemands comme une menace pour la Grande-Bretagne. Ils ne se sont arrêtés que lorsque la nouvelle est arrivée des centres allemands de la province d'Ontario que cela ne convenait pas, et ces paroles hors de propos constituaient une menace pour l'Allemagne et une insulte pour les bons citoyens allemands d'Ontario. L'honorable député de Waterloo-nord (M. Weichel) dans un discours admirable a attiré l'attention du premier ministre sur quelques-uns de ces faits. Il lui a fait comprendre que cette insulte aux citoyens allemands d'Ontario aurait un mauvais effet à Waterloo et qu'il ne pourrait pas l'endosser. Quand mon honorable ami de Portage-la-Prairie (M. Meighen) est allé à Perth-sud, il n'a pas dit un mot du péril allemand; ce sont les armements européens qu'il a discutés; et quand le mot a été donné des gens de Huron, de Bruce, de Perth et de Haldimand, on n'a plus parlé du péril allemand ni des armements de l'Allemagne en cette Chambre; plus question des dreadnoughts canadiens dans la mer du Nord destinés à combattre l'Allemagne, mais suivant les derniers rapports, comme l'a